

Emploi et territoires

Sondage de l'Institut CSA pour le *Conseil d'orientation pour l'emploi*
Réalisé à l'occasion du colloque « *Emploi et territoires* »

Vos contacts chez CSA – Pôle Society
Julie GAILLOT – Directrice adjointe
Nicolas FERT – Chef de groupe
julie.gaillot@csa.eu
nicolas.fert@csa.eu
+33 (0)1 57 00 58 94 / 59 06 / 59 62

au Conseil d'orientation pour l'emploi
Laurence GAUNE – Responsable de la communication
laurence.gaune@coe.gouv.fr
+33 (0)1 42 75 63 33

Octobre 2015

Fiche technique



Salariés



Chômeurs



Taille des échantillons

1015

506



Constitution des échantillons

La représentativité des échantillons est assurée par **la méthode des quotas** (sexe, âge et profession ou ancien exercice d'une profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération).



Mode de recueil

Recueil par **internet** (système CAWI)



Dates de terrain

Du **3 au 12 juillet 2015**

Dans ce rapport, lorsque la somme des pourcentages est différente de 100%, cela s'explique :

- Soit par le fait que les interviewés pouvaient citer plusieurs réponses (dans ce cas la somme des pourcentages est supérieure à 100).
- Soit du fait des « non-réponses » qui n'ont pas toujours été indiquées dans ce rapport afin d'en alléger la lecture (dans ce cas la somme des pourcentages est inférieure à 100).

Notice explicative :

les classifications INSEE des communes françaises

Plusieurs classifications de l'INSEE ont été utilisées pour analyser les résultats de l'étude selon la commune de résidence des répondants. Voici leur signification :

Catégorie d'agglomération

Communes rurales : communes de moins de 2 000 habitants

Petites villes : communes situées dans l'aire urbaine d'une commune de 2 000 à 20 000 habitants (hors agglomération parisienne)

Villes moyennes : communes situées dans l'aire urbaine d'une commune de 20 000 à 100 000 habitants (hors agglomération parisienne)

Grandes villes : communes situées dans l'aire urbaine d'une commune de plus de 100 000 habitants (hors agglomération parisienne)

Agglomération parisienne : commune située dans l'agglomération parisienne

Régions INSEE : nous avons utilisé ici les nouvelles régions, avec notamment ces fusions :

Nord-Picardie : régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie

Grand Est : régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace

Centre-Est : régions Franche-Comté et Bourgogne

Rhône-Alpes-Auvergne : régions Rhône-Alpes et Auvergne

Midi-Languedoc : régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon

Aquitaine-Poitou-Charentes : régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin

Normandie : régions Basse-Normandie et Haute-Normandie

Les régions PACA, Corse, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Ile-de-France et Centre n'ont quant à elles pas été modifiées

Notice explicative :

les variables objectives au niveau communal

Afin d'en savoir un peu plus sur le profil des territoires interrogés dans l'enquête, nous avons également utilisé plusieurs variables d'analyse fournies par l'INSEE au niveau communal.

Concrètement, chaque répondant interrogé a été associé aux caractéristiques de sa commune, sur les 7 variables suivantes :

- Taux de chômage dans la commune (*Chômage*)
 - Taux de cadres dans la commune (*Cadres*)
 - Taux d'ouvriers dans la commune (*Ouvriers*)
 - Taux de personnes utilisant les transports en commun pour se rendre au travail (*Transports commun / Travail*)
 - Taux de revenus inférieurs à 50% du revenu médian (*Pauvreté*)
 - Revenu médian de la commune (*Revenus commune*)
- (Entre parenthèses l'abréviation utilisée dans le document)

Les échantillons de chômeurs et de salariés ont ensuite été partagés en 4 classes égales (quartiles)

Pour le taux de chômage dans la commune, les différentes classes de communes sont donc présentées de cette façon :

- Chômage ++ : Communes où le taux de chômage est très élevé
- Chômage + : Communes où le taux de chômage est plus élevé que la moyenne
- Chômage - : Communes où le taux de chômage est plus bas que la moyenne
- Chômage -- : Communes où le taux de chômage est très bas

A noter également que les répondants désignés comme « CSP+ » dans ce document correspondent aux catégories socioprofessionnelles « cadres et professions intellectuelles supérieures » et aux « professions intermédiaires ».

Résultats du sondage

Emploi et territoires

Des motifs professionnels qui suscitent la mobilité, des motifs personnels qui inspirent la stabilité

61% des salariés et 63% des chômeurs vivent à proximité de l'endroit où ils sont nés. Seule l'agglomération parisienne échappe un peu à cette logique (seuls 53% des salariés franciliens y sont nés).

La façon dont les actifs se répartissent sur le territoire semble résulter de plusieurs facteurs, tant personnels que professionnels.

D'un côté, le personnel l'emporte largement quand on interroge les personnes résidant actuellement à proximité de leur lieu de naissance : 86% des chômeurs et 77% des salariés déclarent ainsi qu'ils sont restés ou revenus vivre dans leur territoire pour des raisons « plutôt personnelles (famille, qualité de vie, ...) ».

Le professionnel l'emporte en revanche de peu quand on interroge les salariés résidant dans un territoire autre que celui de leur naissance : 54% invoquent ainsi des raisons « plutôt professionnelles (carrière propre ou celle du conjoint, études, ...) », même si près de la moitié d'entre eux (46%) invoquent également des raisons personnelles. Il semble donc que l'on reste sur son territoire avant tout pour des raisons personnelles, mais qu'on le quitte souvent pour des raisons professionnelles.

Au-delà de ces facteurs individuels, il est par ailleurs intéressant d'observer que tous les territoires ne bénéficient pas des mêmes atouts aux yeux des actifs, et qu'ils ne les attirent pas pour les mêmes raisons. D'un côté, des petites communes et une France du Sud et de l'Ouest où l'on vit plus souvent pour des raisons personnelles (que ce soit pour y rester ou venir s'y installer), et de l'autre des grandes villes et une agglomération parisienne où l'on réside plus souvent pour des raisons professionnelles.

Emploi et territoires

Qu'attendent en priorité les actifs de leur territoire ?

Selon notre enquête trois attentes concernant le lieu de vie apparaissent nettement en tête : le dynamisme économique (53% chez les salariés, 52% chez les chômeurs), le cadre naturel (51% et 48%) et l'offre de logements et les prix de l'immobilier (45% et 50%). D'autres attentes sont nettement moins souvent citées : transports, accès aux soins, équipements scolaires et sportifs.

Cette hiérarchie est d'autant plus intéressante qu'elle ne correspond pas exactement à ce que les sondés décrivent comme les caractéristiques du territoire où ils vivent. Si 83% des salariés et 77% des chômeurs sont satisfaits du cadre naturel dans leur territoire, le constat est en effet beaucoup plus mitigé en ce qui concerne le dynamisme économique et l'offre de logements. Une majorité de chômeurs estiment notamment que la situation n'est pas satisfaisante dans ces domaines (respectivement 62% et 59%), tout comme une part importante de salariés (47% et 53%). In fine, ce sont donc deux critères parmi les plus importants qui sont les moins bien notés.

La question du logement est jugée préoccupante en Ile-de-France et en région PACA. L'accès à un certain nombre de services est en revanche jugé de manière générale satisfaisant, et encore plus dans les grandes agglomérations : 79% de salariés se déclarent satisfaits pour l'accès aux nouvelles technologies (89% dans les grandes agglomérations), 78% pour les équipements culturels et sportifs (83% dans les grandes villes), 76% pour les établissements scolaires et universitaires (87% dans les grandes villes), 73% pour l'accès aux soins (85% dans les grandes villes). La satisfaction est en revanche un peu moindre pour les réseaux de transport, même si elle reste majoritaire (61%), et encore plus importante dans les grandes villes (75%).

Emploi et territoires

Des difficultés face à l'emploi ressenties différemment au sein des actifs

Interrogés sur leur facilité à accéder à l'emploi dans leur territoire, les perceptions des salariés et des chômeurs divergent : 64% des premiers déclarent que cela a été pour eux une chose facile alors que seuls 31% des seconds considèrent que leurs perspectives de retrouver un emploi dans les trois mois sur leur territoire sont bonnes.

Pour ce qui est des salariés, le sentiment de difficulté est plus important chez les catégories sociales les plus défavorisées, le niveau de diplôme étant le facteur le plus discriminant : 58% des salariés sans diplôme déclarent ainsi avoir rencontré des difficultés. C'est aussi le cas de 42% des ouvriers et employés et de 42% des habitants de communes rurales. Ces difficultés sont en revanche moindres chez les salariés les plus favorisés : 73% des CSP+ affirment avoir trouvé facilement un travail, tout comme 70% des personnes ayant un diplôme supérieur à bac+2.

Les clivages sont en revanche beaucoup moins nets chez les chômeurs. A l'exception des habitants de l'agglomération parisienne (49% de bonnes perspectives perçues), tous les chômeurs sont pessimistes sur les conditions de leur retour à l'emploi, et ceci qu'ils soient diplômés ou pas.

Quant aux raisons de ces difficultés, c'est le manque d'offres qui est pointé comme la première explication, et plus particulièrement le manque d'offres « correspondant à mes qualifications » si l'on en croit les chômeurs (55%, 41% chez les salariés). Le manque d'offres d'emploi « sur le territoire » est également souvent cité (41% chez les salariés, 43% chez les chômeurs), ainsi que le manque d'offres « correspondant à ses aspirations » à un degré un peu moindre (31% et 38%).

Tous les chômeurs ne semblent toutefois pas vivre exactement les mêmes difficultés. Ainsi, les plus diplômés et les CSP+ pointent principalement le manque d'offres en rapport avec leurs qualifications, tandis que les ouvriers ou les habitants de petites villes évoquent plutôt le manque d'offres « tout court » sur le territoire. Les difficultés de transport sont aussi souvent avancées comme constituant un obstacle pour l'accès ou le retour à l'emploi : elles sont évoquées par un chômeur de moins de 30 ans sur quatre (24%).

Emploi et territoires

La crainte d'une fracture territoriale qui s'accroît

64% des salariés et 54% des chômeurs considèrent que leur territoire est bien préparé « pour s'adapter aux évolutions économiques récentes ». Mais ce jugement global masque des divergences territoriales fortes : si 76% des Franciliens considèrent que leur territoire est bien préparé, près de la moitié des habitants de communes rurales (47%) ou de petites villes (46%) estiment ainsi que ce n'est pas le cas.

La possibilité d'une plus forte concentration de l'emploi dans les grandes villes est d'ailleurs anticipée par une partie des actifs. Si 51% des salariés estiment que la concentration de l'emploi dans les grandes villes n'évoluera pas, ils sont tout de même 38% à penser qu'elle s'accroîtra, quand seuls 11% affirment qu'elle diminuera. Les chômeurs habitant dans une commune rurale sont les plus pessimistes sur ce point (50% pensent que la concentration de l'emploi va s'accroître).

Surtout, la majorité des habitants de petites et moyennes agglomérations pensent que leur territoire ne profitera pas de la croissance économique des grandes villes et métropoles les plus proches : 60% des salariés expriment cette opinion, tout comme 71% des chômeurs. Seuls les habitants des grandes agglomérations estiment que cette croissance profitera à tout le monde (65% chez les salariés, 55% chez les chômeurs).

Le constat révèle au final une forme d'inquiétude, puisqu'une majorité d'actifs estiment aujourd'hui que leur territoire ne pourra pas « garantir un niveau d'emploi suffisant pour les prochaines générations » : 57% des salariés le pensent, tout comme 68% des chômeurs, nettement plus pessimistes. Là encore, les divergences territoriales apparaissent tranchées : seule l'agglomération parisienne et les régions Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes-Auvergne affichent un optimisme majoritaire sur ce point. Le pessimisme domine donc dans la majorité des territoires dès que l'on quitte les plus grands bassins d'emploi, et notamment dans les plus petites villes.

Emploi et territoires

La mobilité professionnelle, une solution qui ne semble pas à la portée de tous

Salariés et chômeurs sont assez partagés sur la question de la mobilité : une majorité d'entre eux (56% et 55%) déclarent ainsi ne pas être prêts à déménager pour trouver un emploi, tandis que des proportions presque semblables affirment le contraire (44% et 45%).

Cette propension à déménager peut varier selon la situation locale de l'emploi : elle est plus forte dans les communes où le chômage est élevé. Elle tient aussi à des considérations propres à la personne, sans lien direct avec le marché local de l'emploi : les CSP+ et les jeunes sont ainsi les plus enclins à déclarer être prêts à changer de territoire pour rechercher un emploi, tandis que les ouvriers et employés et les plus âgés déclarent au contraire plus souvent qu'ils ne sont pas prêts à le faire. Les femmes notamment sont plus réticentes à déménager, y compris quand elles sont au chômage : seules 38% déclarent être prêtes à déménager, contre 53% des hommes. Elle tient enfin au lien avec le territoire : les personnes n'étant pas nées là où elles habitent sont nettement plus enclines à déménager.

Les freins déclarés à la mobilité sont principalement de deux ordres : personnels et financiers. Si le fait de ne pas s'éloigner de ses proches est la première raison citée par salariés et chômeurs (45% chez les deux), ces deux catégories se distinguent sur les autres raisons citées. Les chômeurs citent ainsi fréquemment le coût d'un déménagement (38%), tandis que les salariés citent plus souvent l'attachement à leur territoire (47%).

A défaut de déménager, de nombreux chômeurs sont toutefois prêts à de plus grands sacrifices que les salariés pour trouver un emploi. Près de la moitié d'entre eux (46%) se disent ainsi prêts à changer de métier ou de secteur, suivre une formation (42%) ou accepter un emploi à temps partiel (43%). Un chômeur sur trois (33%) se dit même prêt à « accepter un emploi moins bien rémunéré », et 21% accepteraient « des horaires plus contraignants ».

La mobilité géographique semble pouvoir s'envisager de manière large pour ceux qui déclarent être prêts à déménager : 68% des salariés prêts à déménager déclarent être prêts à changer de région, tout comme 69% des chômeurs. Le temps de déplacement domicile-travail semble en revanche ne pas devoir dépasser un certain seuil, puisque salariés et chômeurs estiment à 1 heure ce temps de trajet (aller-retour) maximum. Celui-ci est toutefois un peu plus élevé dans l'agglomération parisienne (72 minutes pour les salariés, 76 minutes

Emploi et territoires

La mobilité professionnelle, une solution qui ne semble pas à la portée de tous

Salariés et chômeurs sont assez partagés sur la question de la mobilité : une majorité d'entre eux (56% et 55%) déclarent ainsi ne pas être prêts à déménager pour trouver un emploi, tandis que des proportions presque semblables affirment le contraire (44% et 45%).

Cette propension à déménager peut varier selon la situation locale de l'emploi : elle est plus forte dans les communes où le chômage est élevé. Elle tient aussi à des considérations propres à la personne, sans lien direct avec le marché local de l'emploi : les CSP+ et les jeunes sont ainsi les plus enclins à déclarer être prêts à changer de territoire pour rechercher un emploi, tandis que les ouvriers et employés et les plus âgés déclarent au contraire plus souvent qu'ils ne sont pas prêts à le faire. Les femmes notamment sont plus réticentes à déménager, y compris quand elles sont au chômage : seules 38% déclarent être prêtes à déménager, contre 53% des hommes. Elle tient enfin au lien avec le territoire : les personnes n'étant pas nées là où elles habitent sont nettement plus enclines à déménager.

Les freins déclarés à la mobilité sont principalement de deux ordres : personnels et financiers. Si le fait de ne pas s'éloigner de ses proches est la première raison citée par salariés et chômeurs (45% chez les deux), ces deux catégories se distinguent sur les autres raisons citées. Les chômeurs citent ainsi fréquemment le coût d'un déménagement (38%), tandis que les salariés citent plus souvent l'attachement à leur territoire (47%).

A défaut de déménager, de nombreux chômeurs sont toutefois prêts à de plus grands sacrifices que les salariés pour trouver un emploi. Près de la moitié d'entre eux (46%) se disent ainsi prêts à changer de métier ou de secteur, suivre une formation (42%) ou accepter un emploi à temps partiel (43%). Un chômeur sur trois (33%) se dit même prêt à « accepter un emploi moins bien rémunéré », et 21% accepteraient « des horaires plus contraignants ».

La mobilité géographique semble pouvoir s'envisager de manière large pour ceux qui déclarent être prêts à déménager : 68% des salariés prêts à déménager déclarent être prêts à changer de région, tout comme 69% des chômeurs. Le temps de déplacement domicile-travail semble en revanche ne pas devoir dépasser un certain seuil, puisque salariés et chômeurs estiment à 1 heure ce temps de trajet (aller-retour) maximum. Celui-ci est toutefois un peu plus élevé dans l'agglomération parisienne (72 minutes pour les salariés, 76 minutes

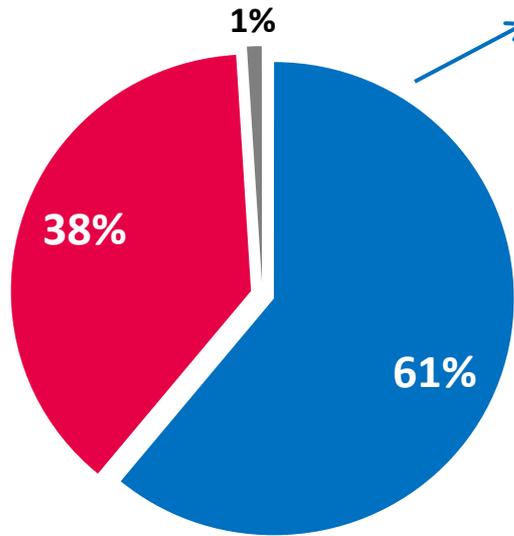
1 Pourquoi vivre ici plutôt qu'ailleurs ?

Les petites villes et le Sud attirent avant tout pour des raisons personnelles, les grandes villes et Paris surtout pour des raisons professionnelles.

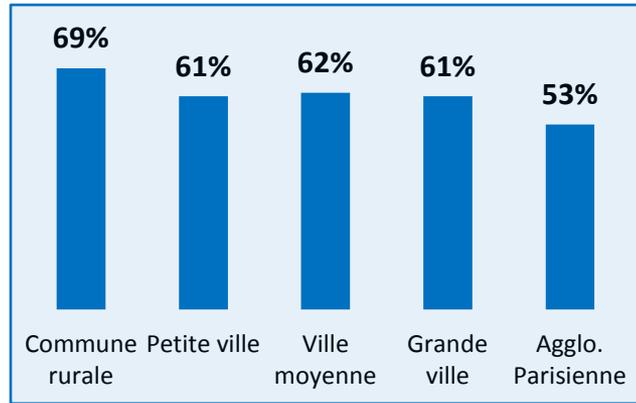


Un premier rappel : une majorité d'actifs habitent toujours à proximité de l'endroit où ils sont nés

QUESTION - Etes-vous né(e) à proximité du territoire où vous habitez aujourd'hui ?



■ Oui ■ Non ■ NSP

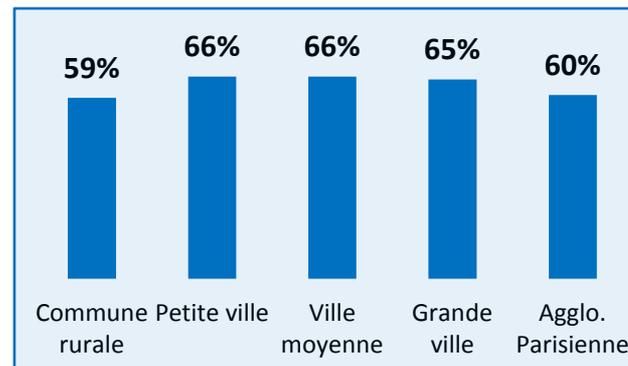
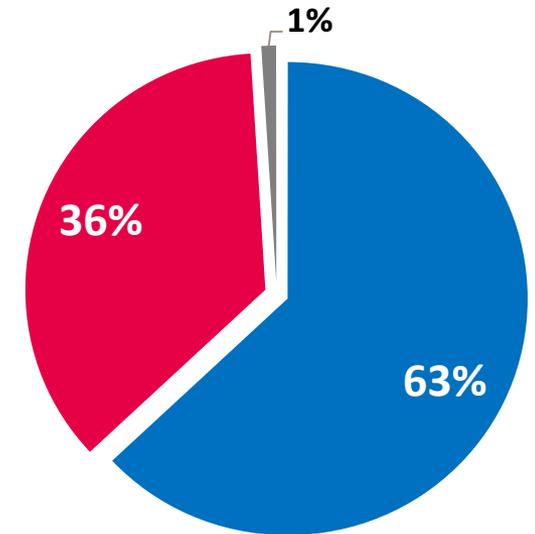


A noter que les « locaux » sont moins nombreux dans l'agglomération parisienne



Chômeurs

■ Oui ■ Non ■ NSP



Des territoires où l'on reste surtout pour des raisons personnelles, mais que l'on quitte parfois pour des raisons professionnelles



QUESTION - Etes-vous resté ou revenu vivre dans ce territoire pour des raisons ... ?

Aux personnes nées à proximité de l'endroit où elles habitent
(62% de l'échantillon)



Salariés



Chômeurs



■ Plutôt personnelles (famille, qualité de vie...)



■ Plutôt professionnelles (carrière propre ou celle du conjoint, études...)



QUESTION - Vous êtes-vous installé dans ce territoire pour des raisons ... ?

Aux personnes n'étant pas nées à proximité de l'endroit où elles habitent
(37% de l'échantillon)



Salariés



Chômeurs



■ Plutôt personnelles (famille, qualité de vie...)



■ Plutôt professionnelles (carrière propre ou celle du conjoint, études...)

A noter que **les motifs personnels priment davantage chez les chômeurs**, dont une partie est peut-être parfois contrainte par certaines obligations à vivre dans des territoires où les opportunités professionnelles sont moindres. On constate également que **les motifs personnels priment davantage chez les jeunes et les employés et ouvriers**, tandis que **les motifs professionnels sont plus souvent invoqués chez les cadres et les professions intermédiaires**, qui disposent probablement d'opportunités plus importantes dans ce domaine.

Raisons personnelles ou professionnelles : un hiatus entre territoires



Les territoires où l'on reste le plus pour des raisons personnelles



Selon les salariés
Région PACA (**89%**)
Région Midi-Languedoc (**94%**)



Selon les chômeurs
Petite ville (**94%**)



Les territoires où l'on s'installe le plus pour des raisons personnelles



Selon les salariés
Communes rurales (**59%**)
Province (**50%**)
Région Aquitaine-Poitou-Charentes (**61%**)
Région Midi-Languedoc (**54%**)



Selon les chômeurs
Communes rurales (**78%**)
Province (**70%**)



Les territoires où l'on reste le plus pour des raisons professionnelles



Selon les chômeurs
Agglomération parisienne (**24%**)



Selon les salariés
Agglomération parisienne (**36%**)



Les territoires où l'on s'installe le plus pour des raisons professionnelles



Selon les chômeurs
Agglomération parisienne (**51%**)
Communes cadres ++ (**59%**)



Selon les salariés
Agglomération parisienne (**67%**)
Communes cadres ++ (**62%**)

2 Qu'est-ce qui fait la force d'un territoire ?

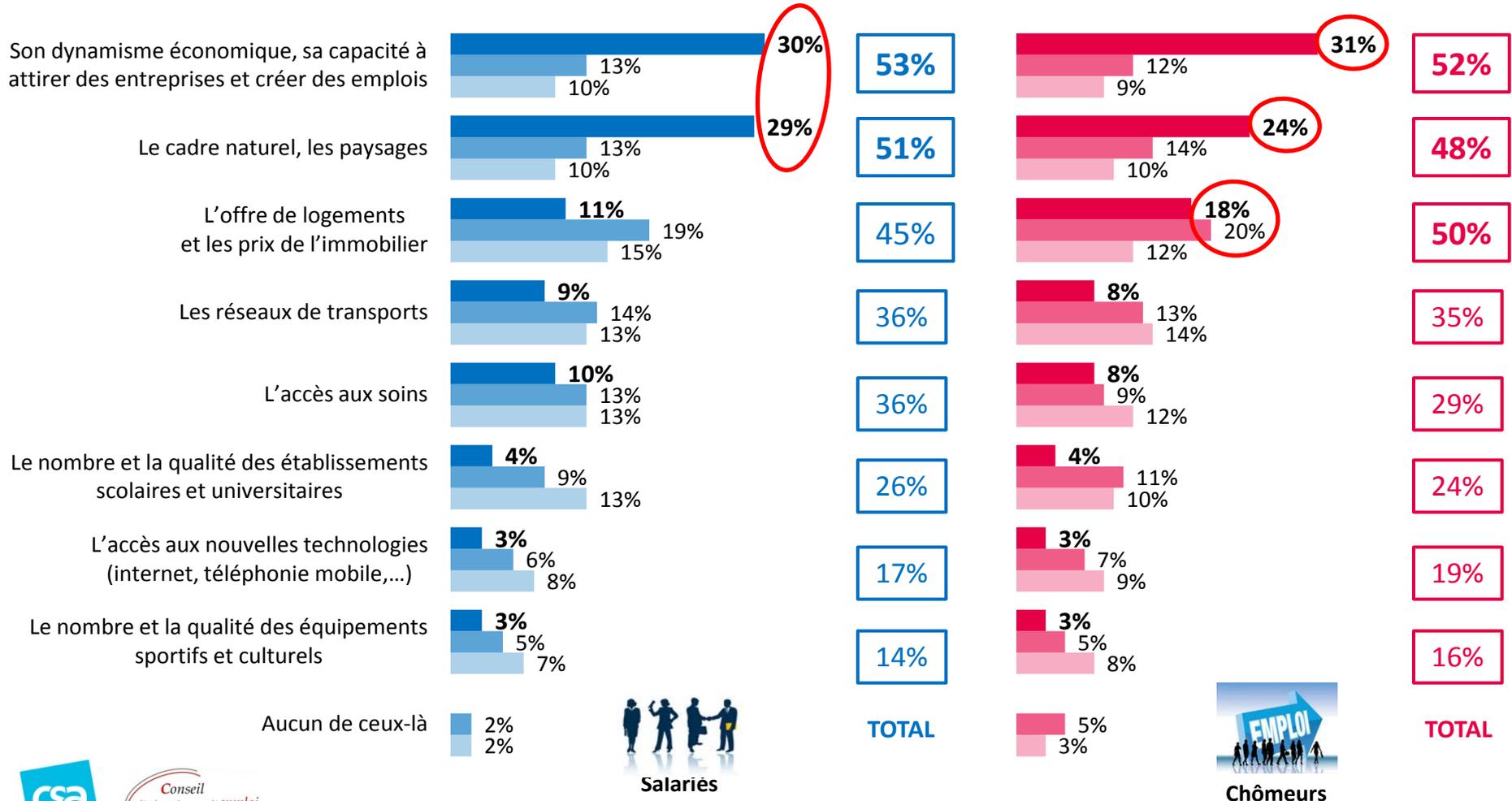
Dynamisme économique et logement apparaissent, avec le cadre naturel, comme des critères déterminants, mais sont jugés moins favorablement



Dynamisme économique, cadre naturel et logement, les trois critères qui comptent le plus pour l'attractivité de son territoire



QUESTION - Et au final, parmi ces différents éléments, lequel vous paraît le plus important pour l'attrait de votre territoire ?
En premier ? En deuxième ? En troisième ?



Attention, l'addition des modalités « En premier », « En deuxième » et « En troisième » peut être légèrement différente du total des réponses du fait des arrondis pour chaque modalité.

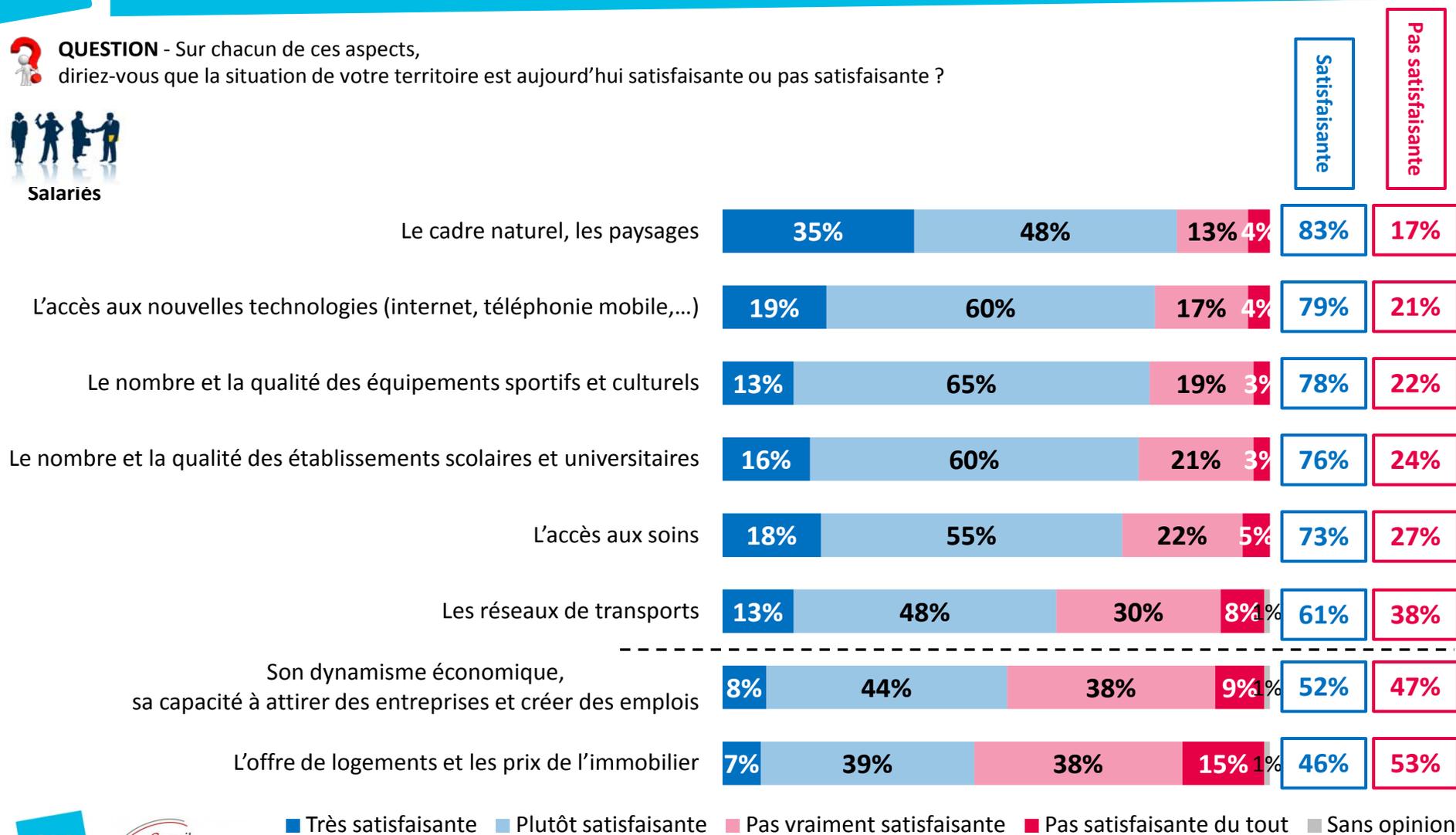
Les salariés sont très majoritairement satisfaits du cadre naturel et de l'offre de services, mais plus partagés sur le dynamisme économique et le logement



QUESTION - Sur chacun de ces aspects, diriez-vous que la situation de votre territoire est aujourd'hui satisfaisante ou pas satisfaisante ?



Salariés



■ Très satisfaisante ■ Plutôt satisfaisante ■ Pas vraiment satisfaisante ■ Pas satisfaisante du tout ■ Sans opinion

Les chômeurs sont plus sévères sur le dynamisme économique et le logement dans leur territoire

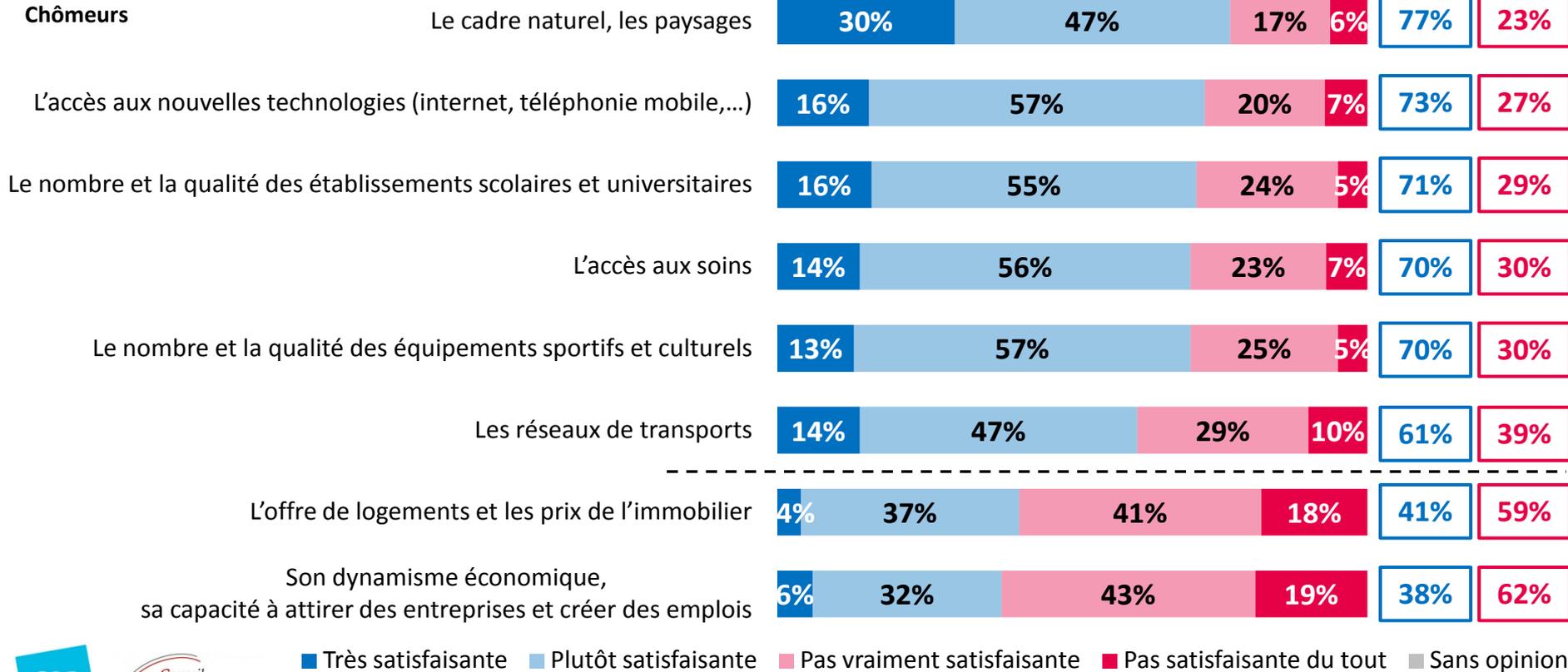


QUESTION - Sur chacun de ces aspects, diriez-vous que la situation de votre territoire est aujourd'hui satisfaisante ou pas satisfaisante ?



Chômeurs

Satisfaisante
Pas satisfaisante



■ Très satisfaisante ■ Plutôt satisfaisante ■ Pas vraiment satisfaisante ■ Pas satisfaisante du tout ■ Sans opinion



Les habitants des grandes villes plus satisfaits des équipements et services, ceux des petites villes plus satisfaits du cadre naturel et du logement

Territoires où cet aspect est jugé particulièrement satisfaisant

% de satisfaits	Salariés	Chômeurs
Dynamisme économique	Agglomération parisienne (69%) Grandes villes (61%) RA-Auvergne (62%) / Pays-Loire (74%) / Bretagne (70%)	Agglomération parisienne (59%) Grandes villes (43%) RA-Auvergne (53%)
Offre logements / prix immobilier*	Communes rurales (53%) Villes moyennes (58%)	Communes rurales (56%)
Cadre naturel et paysages	Communes rurales (91%) RA-Auvergne (94%) / Midi-Languedoc (93%) Bretagne (94%) / Normandie (94%)	Communes rurales (85%)
Réseaux de transport	Agglomération parisienne (72%) Grandes villes (75%) Communes Transport Commun / Travail ++ (77%)	Agglomération parisienne (79%) Grandes villes (71%) Communes Transport Commun / Travail ++ (81%)
Accès aux nouvelles technologies	Agglomération parisienne (85%) Grandes villes (89%)	Agglomération parisienne (76%) Grandes villes (80%)
Accès au soins	Agglomération parisienne (83%) Grandes villes (85%)	Agglomération parisienne (74%) Grandes villes (79%)
Nombre et qualité établissements scolaires et universitaires	Grandes villes (87%)	Agglomération parisienne (80%) Grandes villes (77%)
Nombre et qualité équipements sportifs et culturels	Agglomération parisienne (86%) Grandes villes (83%)	Agglomération parisienne (75%) Grandes villes (79%)



Au final, les efforts dans les territoires sont surtout à concentrer sur le dynamisme économique et le logement

Rangs sur les deux questions précédentes

	<u>Importance</u>	<u>Satisfaction</u>	<u>Importance</u>	<u>Satisfaction</u>
Dynamisme économique	1	⚠	7	8
Cadre naturel et paysages	2	👍	1	1
Offre logements / prix immobilier	3	⚠	8	7
Réseaux de transport	4	6	4	6
Accès aux soins	5	5	5	3
Nombre et qualité établissements scolaires et univ.	6	4	6	3
Accès aux nouvelles technologies	7	2	7	2
Nombre et qualité équipements sportifs et culturels	8	3	8	5



Salariés



Chômeurs

3 Comment va mon territoire ?

Une crise durement ressentie dans tous les territoires
(plus intensément encore dans le Nord et l'Est de la France).
Des perspectives différenciées pour les années qui viennent.



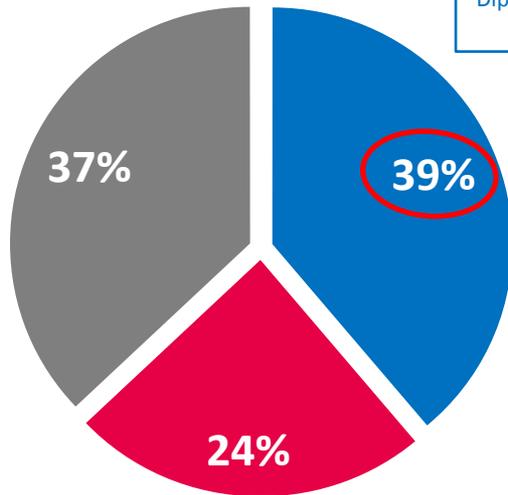
Des perceptions différenciées de la situation économique du territoire...



QUESTION - Du point de vue de son activité économique (création d'emplois, arrivée d'entreprises, ...), diriez-vous que votre territoire est ... ?



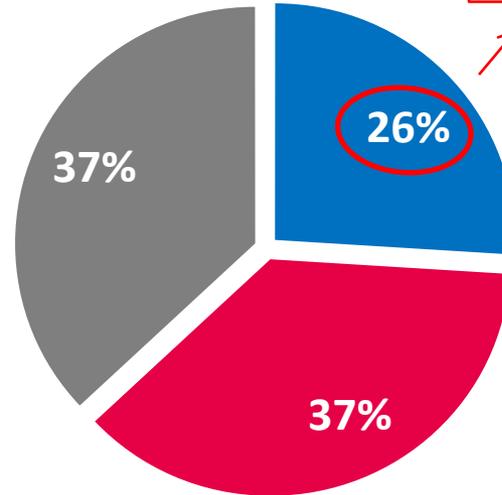
Salariés



Cadres : 56%
Diplôme sup. bac+2 : 52%
18-24 ans : 49%



Chômeurs



CSP+ : 40%
Diplôme sup. bac+2 : 36%

Des perceptions nettement moins positives chez les chômeurs

- Plutôt avantageé par rapport au reste de la France
- Plutôt désavantagé par rapport au reste de la France
- Comme le reste de la France

- Plutôt avantageé par rapport au reste de la France
- Plutôt désavantagé par rapport au reste de la France
- Comme le reste de la France

... les habitants des grandes agglomérations s'estimant nettement mieux lotis que ceux des plus petites villes

Les territoires perçus
comme **les plus avantageés**



Selon les salariés

Agglomération parisienne (**71%**)
Pays-de-la-Loire (**50%**)
Rhône-Alpes-Auvergne (**48%**)

Les territoires perçus
comme **les plus désavantagés**



Selon les salariés

Nord-Picardie (**43%**)
Midi-Languedoc (**41%**)
Centre Est (**37%**)
Grand Est (**34%**)
Aquitaine-Poitou-Charentes (**34%**)
Commune rurale (**38%**)
Ville moyenne (**32%**)
Communes chômage ++ (**36%**)
Communes ouvriers ++ (**33%**)
Communes pauvreté ++ (**34%**)



Selon les chômeurs

Agglomération parisienne (**54%**)
Rhône-Alpes-Auvergne (**38%**)



Selon les chômeurs

Nord-Picardie (**58%**)
Grand Est (**52%**)
Commune rurale (**57%**)
Ville moyenne (**48%**)

La crise a été durement ressentie dans tous les territoires, mais plus intensément dans le Nord et l'Est de la France...



QUESTION - Et diriez-vous que l'activité économique de votre territoire a été très touchée, assez touchée, pas vraiment touchée ou pas touchée du tout par la crise de ces dernières années ?

Agglo. Parisienne : 30%

ST Pas touchée
18%



Salariés

ST Touchée
82%

Rhône-Alpes-Auv. : 27%
Agglo. Parisienne : 25%

ST Pas touchée
15%



Chômeurs

ST Touchée
85%

Pas touchée du tout
1%

Pas vraiment touchée
17%

Très touchée
18%

Assez touchée
64%

Nord-Picardie : 37%
Grand Est : 32%

Pas touchée du tout
1%

Pas vraiment touchée
14%

Très touchée
28%

Assez touchée
57%

Sans opinion
0%

Nord-Picardie : 41%
Grand Est : 47%

Les chômeurs comme les salariés sont en revanche partagés sur les perspectives économiques de leur territoire, avec de forts clivages sociaux et territoriaux



QUESTION - Et dans les 5 années qui viennent, pensez-vous que l'activité économique de votre territoire va ... ?

ST s'améliorer
38%



Salariés

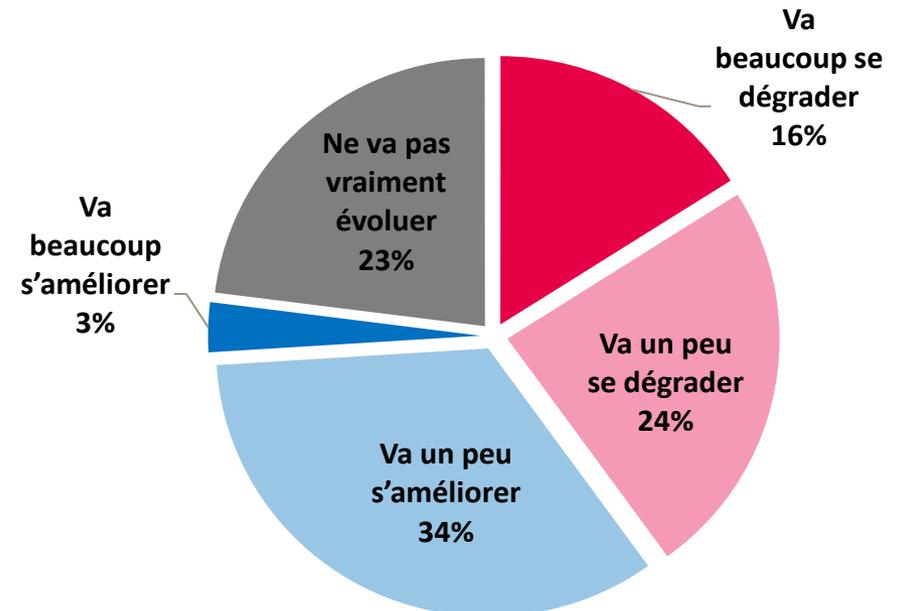
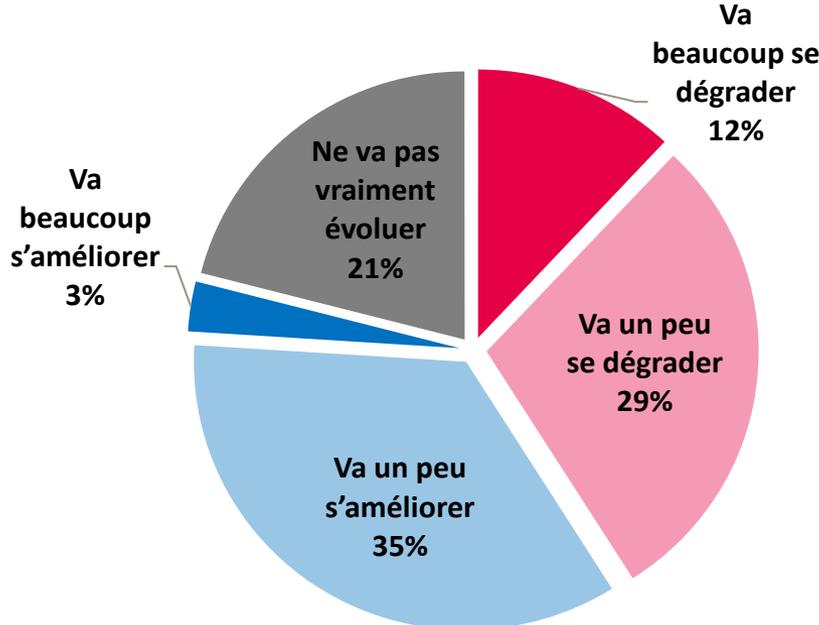
ST se dégrader
41%

ST s'améliorer
37%



Chômeurs

ST se dégrader
40%



Les plus optimistes : les cadres, les plus diplômés, les habitants des grandes villes ou de l'agglomération parisienne

Les plus pessimistes : les employés et ouvriers, les moins diplômés, les plus âgés, les habitants de petites villes et communes rurales.

Etat des lieux 4 de l'emploi dans son territoire

Des difficultés qui varient d'un profil à l'autre
ou d'un territoire à l'autre



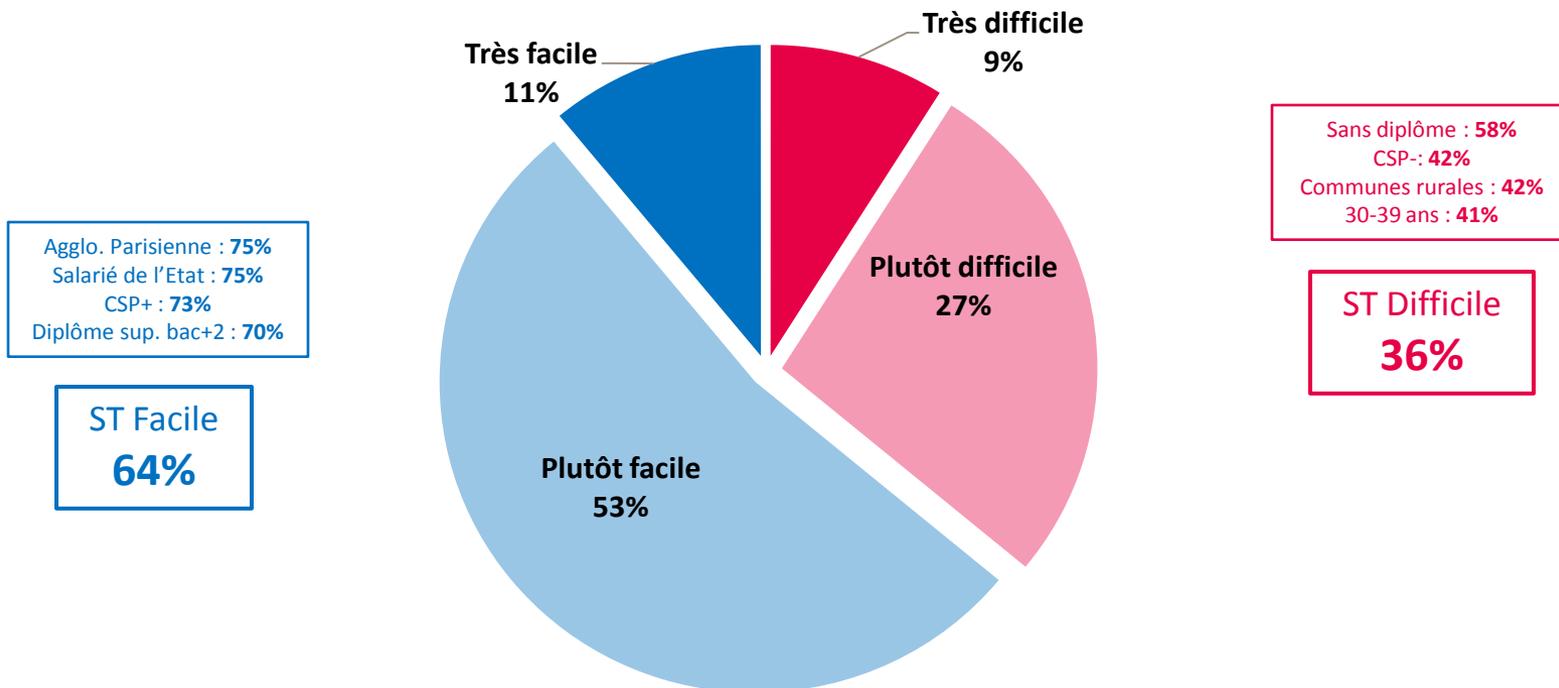
La facilité à trouver un emploi sur son territoire semble étroitement liée au niveau social et au niveau de diplôme



QUESTION - Vous, personnellement, vous a-t-il été facile ou difficile de trouver un emploi correspondant à votre profil dans votre territoire ?



Salariés

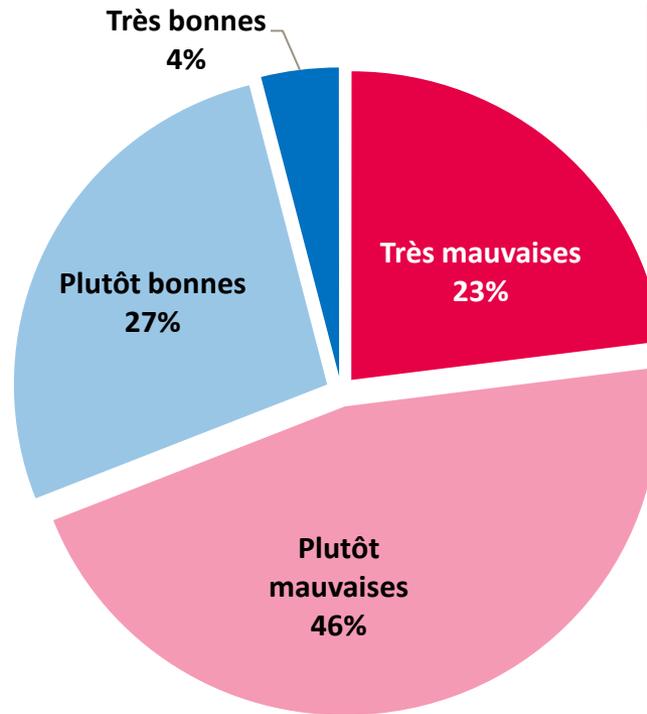


La difficulté à trouver un emploi sur son territoire est en revanche perçue avec la même intensité chez toutes les catégories de chômeurs, sauf dans l'agglomération parisienne



QUESTION - Aujourd'hui, selon votre expérience, considérez-vous que vos perspectives de retrouver un emploi dans votre territoire dans les trois prochains mois sont ... ?

ST Bonnes
31%



ST Mauvaises
69%

Recherche un 1^{er} emploi : **74%**
Communes chômage ++ : **77%**
Communes rurales : **77%**



Chômeurs

A noter que ce pessimisme est généralisé chez les chômeurs, quels que soient leur âge ou leur niveau de diplôme. Seuls les chômeurs résidant dans l'agglomération parisienne se montrent plus optimistes (49% de bonnes perspectives perçues).

Le manque d'offres d'emploi est la première difficulté avancée, les demandeurs d'emploi soulignant notamment le manque d'offres correspondant à leurs qualifications



QUESTION – Pourquoi ?

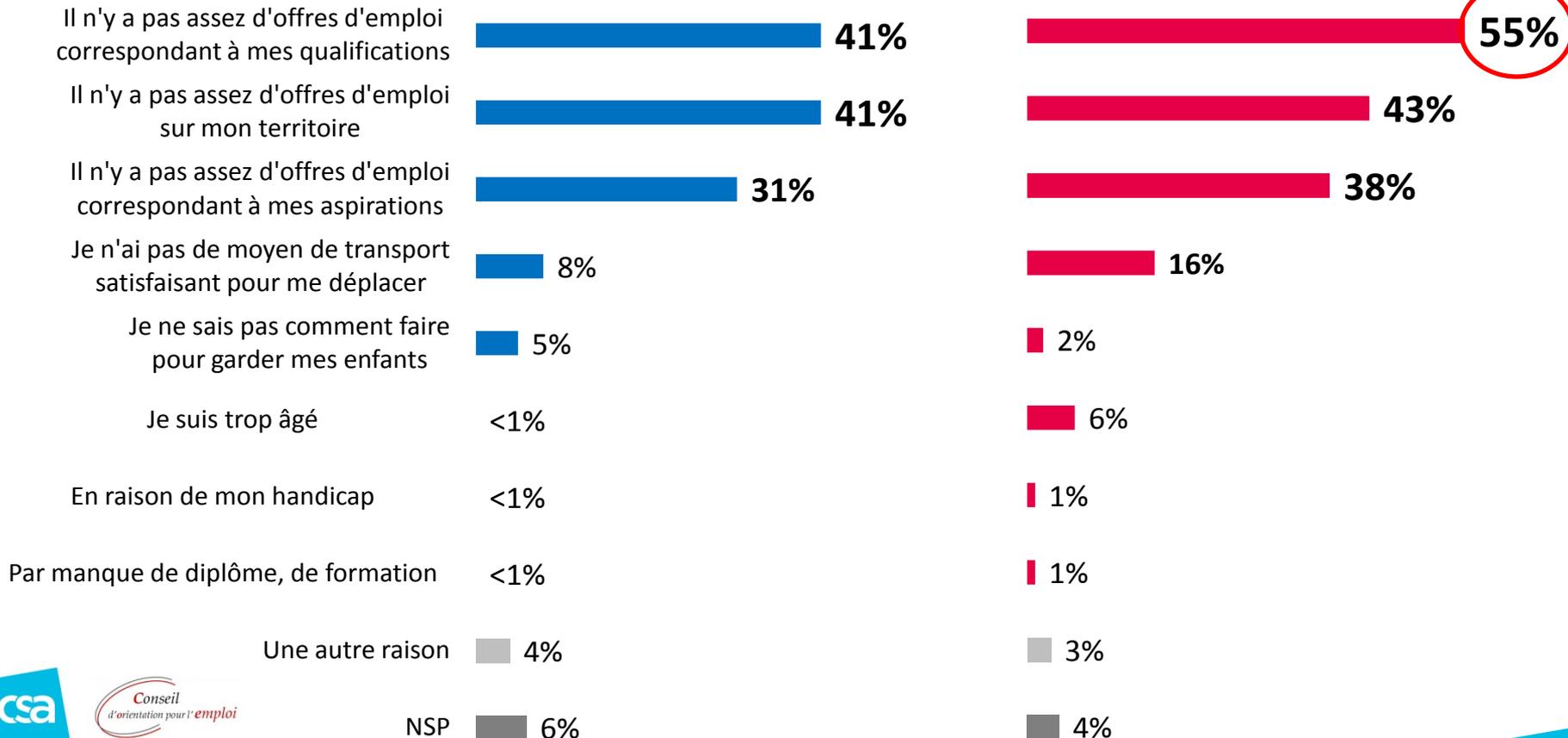
Posée à ceux qui ont répondu qu'il leur avait été difficile de trouver un emploi sur leur territoire, ou que leurs perspectives n'étaient pas bonnes.



Salariés



Chômeurs



Chez les demandeurs d'emploi, des difficultés perçues qui peuvent varier d'un profil et d'un territoire à l'autre

Les problèmes d'adéquation entre les offres et les qualifications sont davantage cités par les plus diplômés et le manque d'offre sur un territoire est plus souvent mis en avant par les habitants de petites communes. A noter également que les jeunes et les personnes à la recherche d'un 1^{er} emploi signalent plus souvent un problème de transport.



Chômeurs

% de citations	Chômeurs
Manque d'offre correspondant à mes qualifications	Diplôme supérieur à bac+2 (74%) CSP+ : (69%)
Manque d'offres sur mon territoire	Communes rurales (58%) / Petites villes (61%) Ouvriers (55%) Diplôme bac (53%) / Diplôme inférieur bac (52%)
Problème de transports	Personne à la recherche d'un 1 ^{er} emploi (37%) Ville moyenne (28%) Moins de 30 ans (24%)

5 Demain, mon territoire

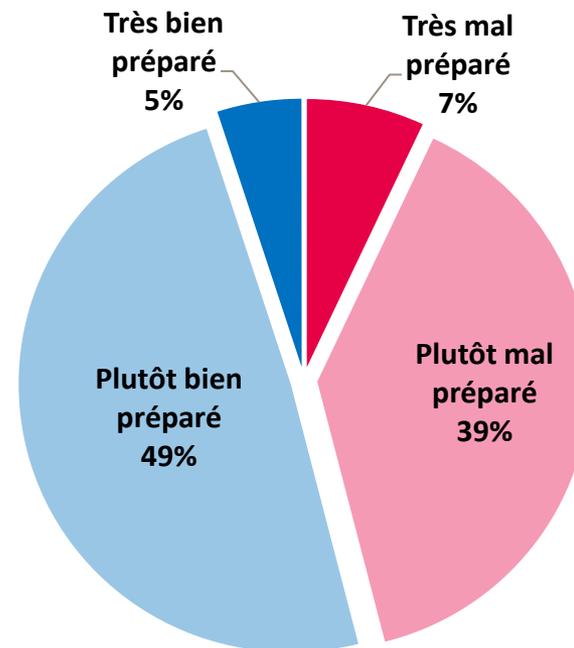
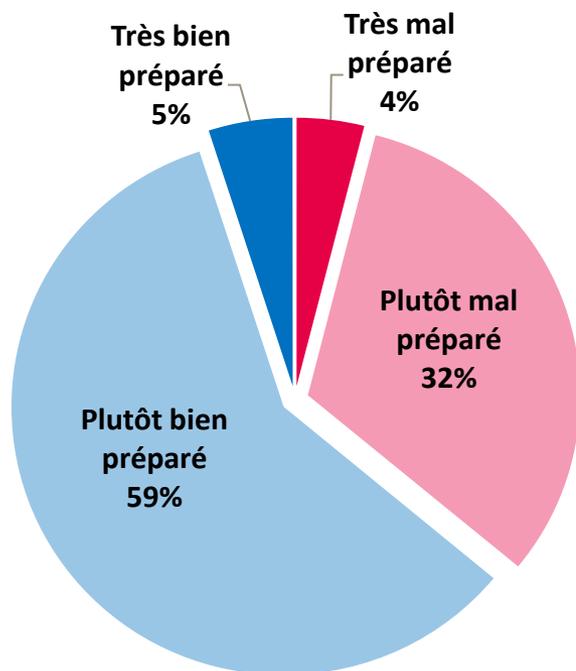
Des perspectives peu optimistes dans l'ensemble



Une majorité de salariés et de chômeurs pensent que leur territoire saura s'adapter aux évolutions de demain...



QUESTION - De manière générale, avez-vous l'impression que, pour s'adapter aux évolutions économiques récentes (nouveaux marchés, nouvelles technologies de l'information et de la communication, mondialisation,...), votre territoire est ... ?



...mais cela cache de grandes disparités selon les territoires

Les territoires perçus
comme **les mieux préparés**

Les territoires perçus
comme **les plus mal préparés**



Selon les salariés

Agglomération parisienne (**76%**)
Grandes villes (**72%**)
Pays-de-la-Loire (**82%**)
Rhône-Alpes-Auvergne (**73%**)
Communes cadres ++ (**79%**)



Selon les salariés

Communes rurales (**47%**)
Petites villes (**46%**)
PACA (**51%**)
Centre (**58%**)
Communes chômage ++ (**43%**)
Communes ouvriers ++ (**47%**)
Commune pauvreté ++ (**46%**)

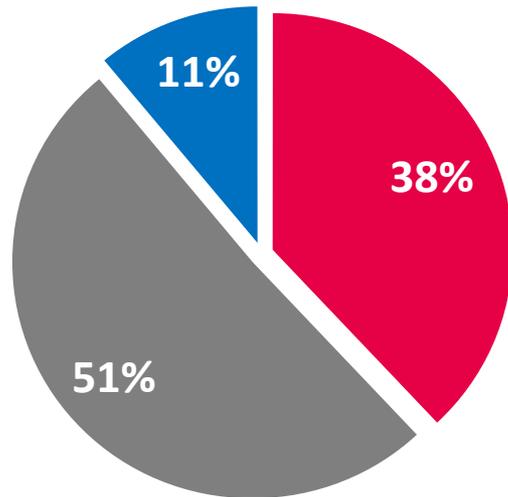
La métropolisation de l'emploi : un débat sur lequel les Français ont du mal à se prononcer



QUESTION - Selon vous, dans les années à venir, l'emploi sera moins, plus ou autant concentré dans les grandes villes que maintenant ?



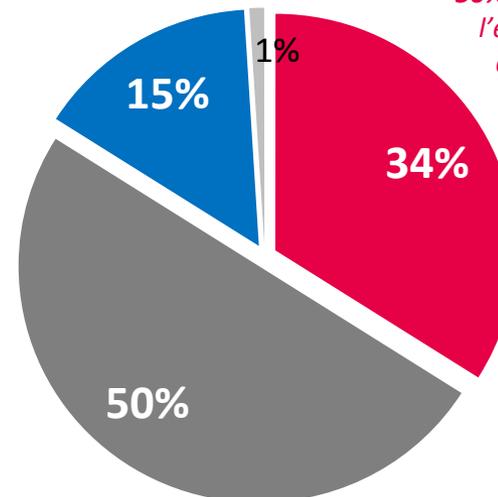
Salariés



■ Il sera plus concentré
■ Il sera autant concentré
■ Il sera moins concentré



Chômeurs

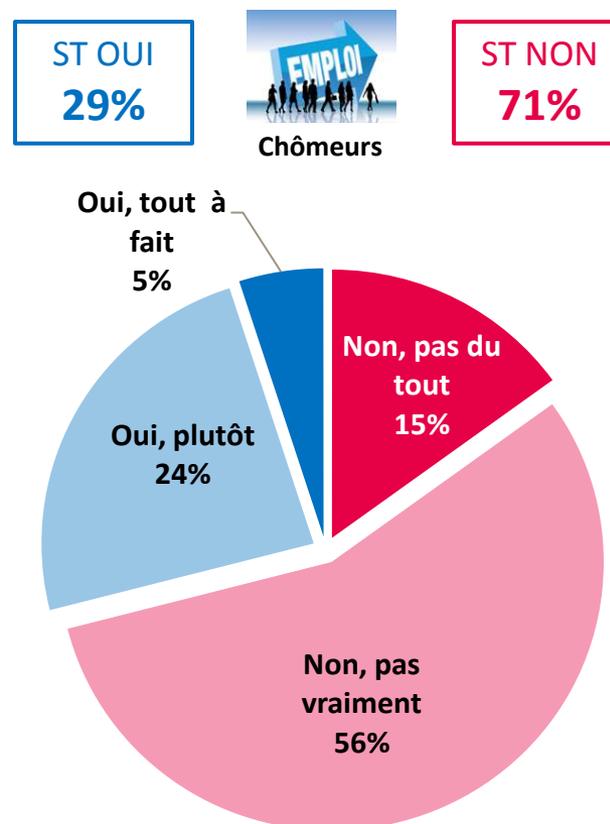
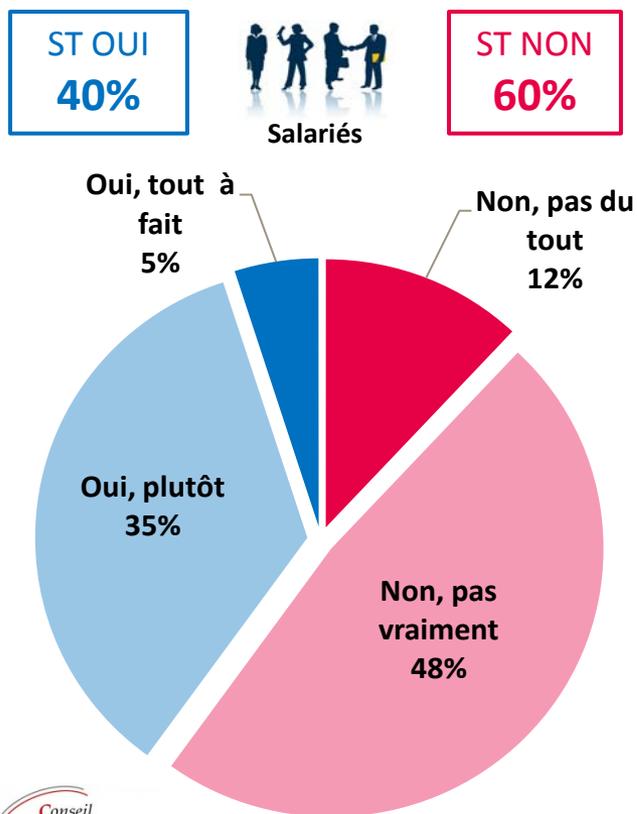


■ Il sera plus concentré
■ Il sera autant concentré
■ Il sera moins concentré

A noter un certain pessimisme chez les chômeurs habitant dans une commune rurale : **50%** d'entre eux pensent que l'emploi va se concentrer dans les grandes villes

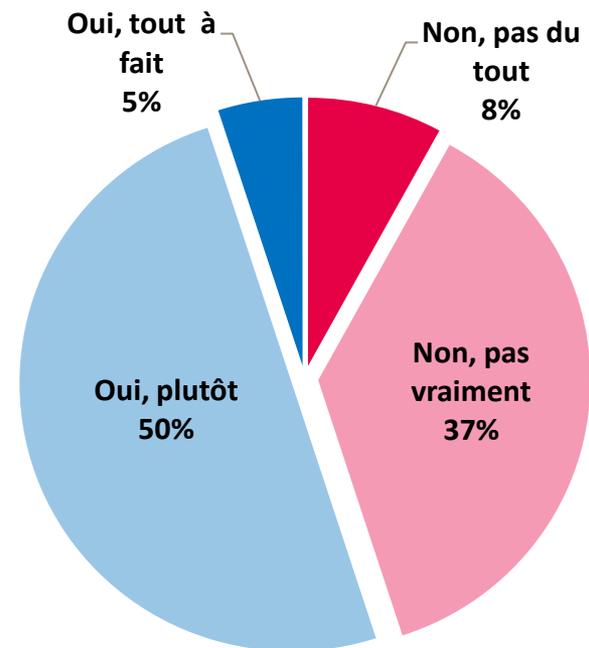
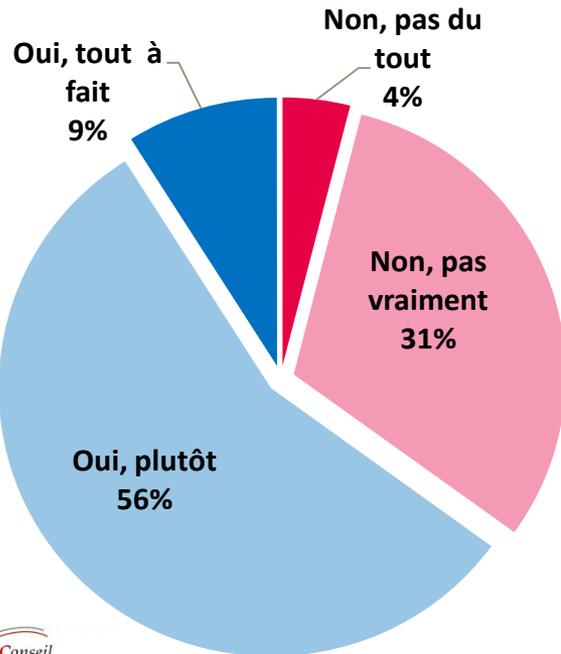
Mais le dynamisme économique des métropoles ne sera pas forcément profitable aux autres territoires si l'on en croit leurs habitants...

QUESTION - Avez-vous le sentiment que votre territoire profite de la croissance économique des grandes villes et des métropoles les plus proches ?
Posée en dehors des agglomérations de plus de 100 000 habitants



...alors que les habitants de ces métropoles se montrent plus positifs sur la diffusion de cette croissance

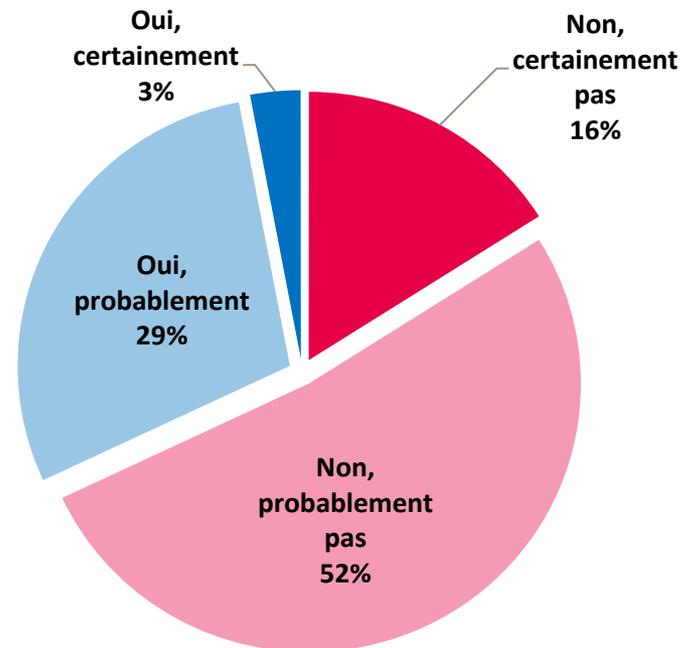
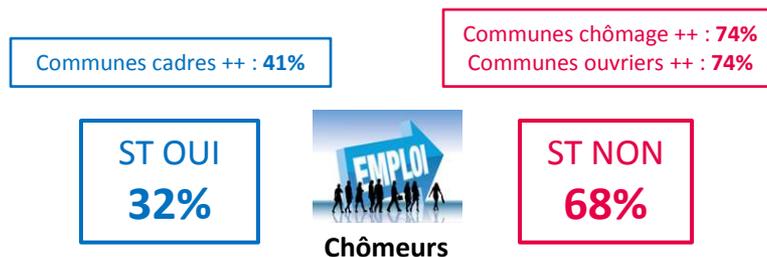
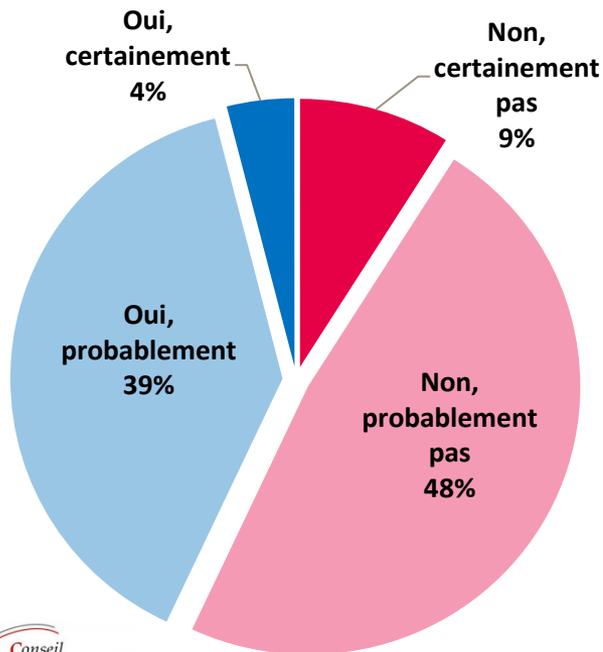
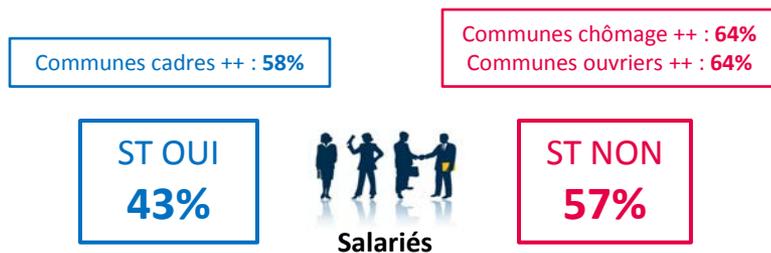
QUESTION - Avez-vous le sentiment que la croissance économique des grandes villes et métropoles profite aux autres territoires qui se trouvent à proximité ? Posée aux agglomérations de plus de 100 000 habitants



Un jugement au final assez sombre sur la capacité des territoires à garantir l'emploi des prochaines générations ...



QUESTION - Concernant votre territoire, pensez-vous qu'il garantira un niveau d'emploi suffisant pour les prochaines générations ?

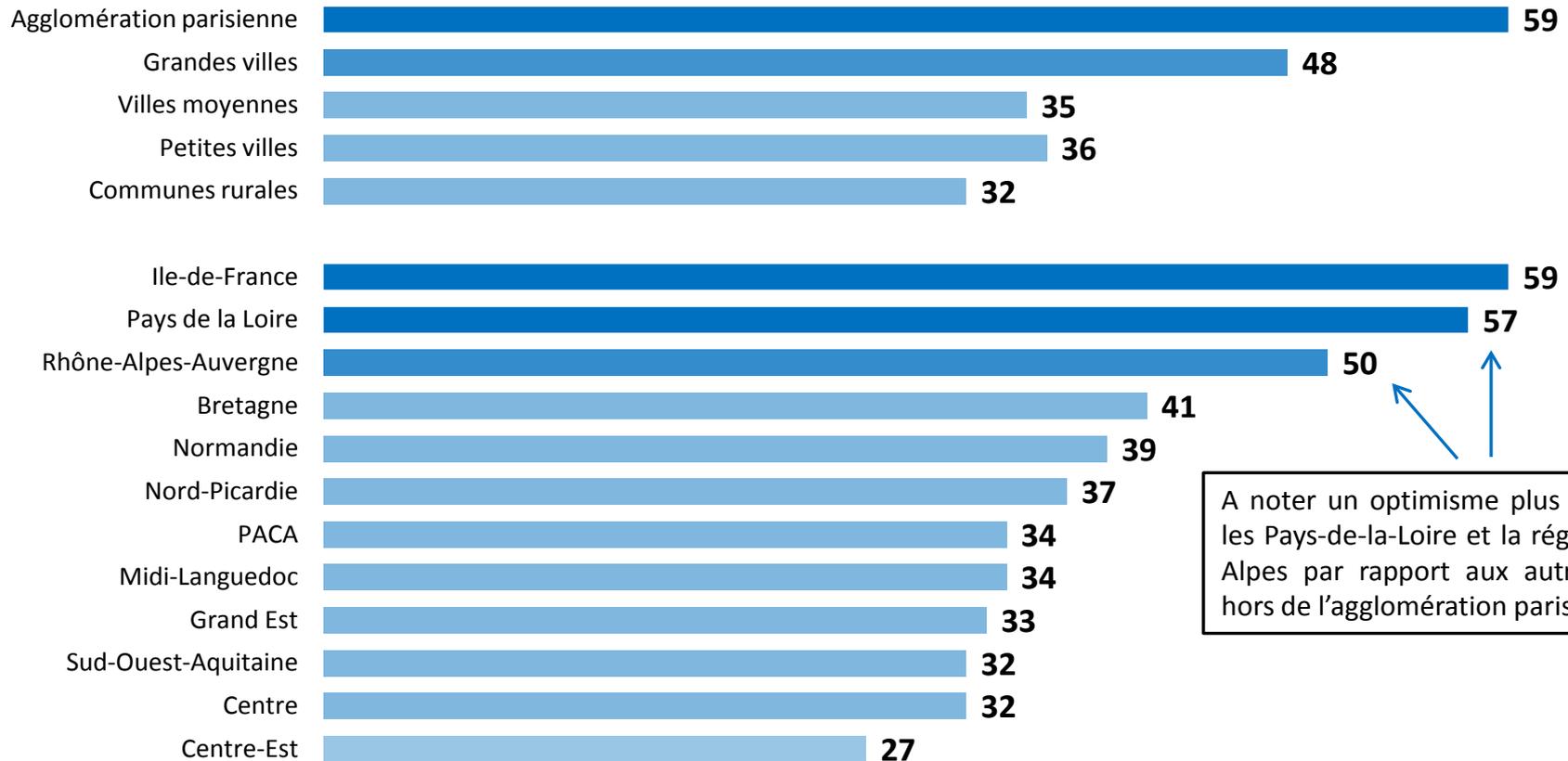


... avec une fracture territoriale très nette dans les perceptions



Salariés

Proportion de **Oui** chez les salariés



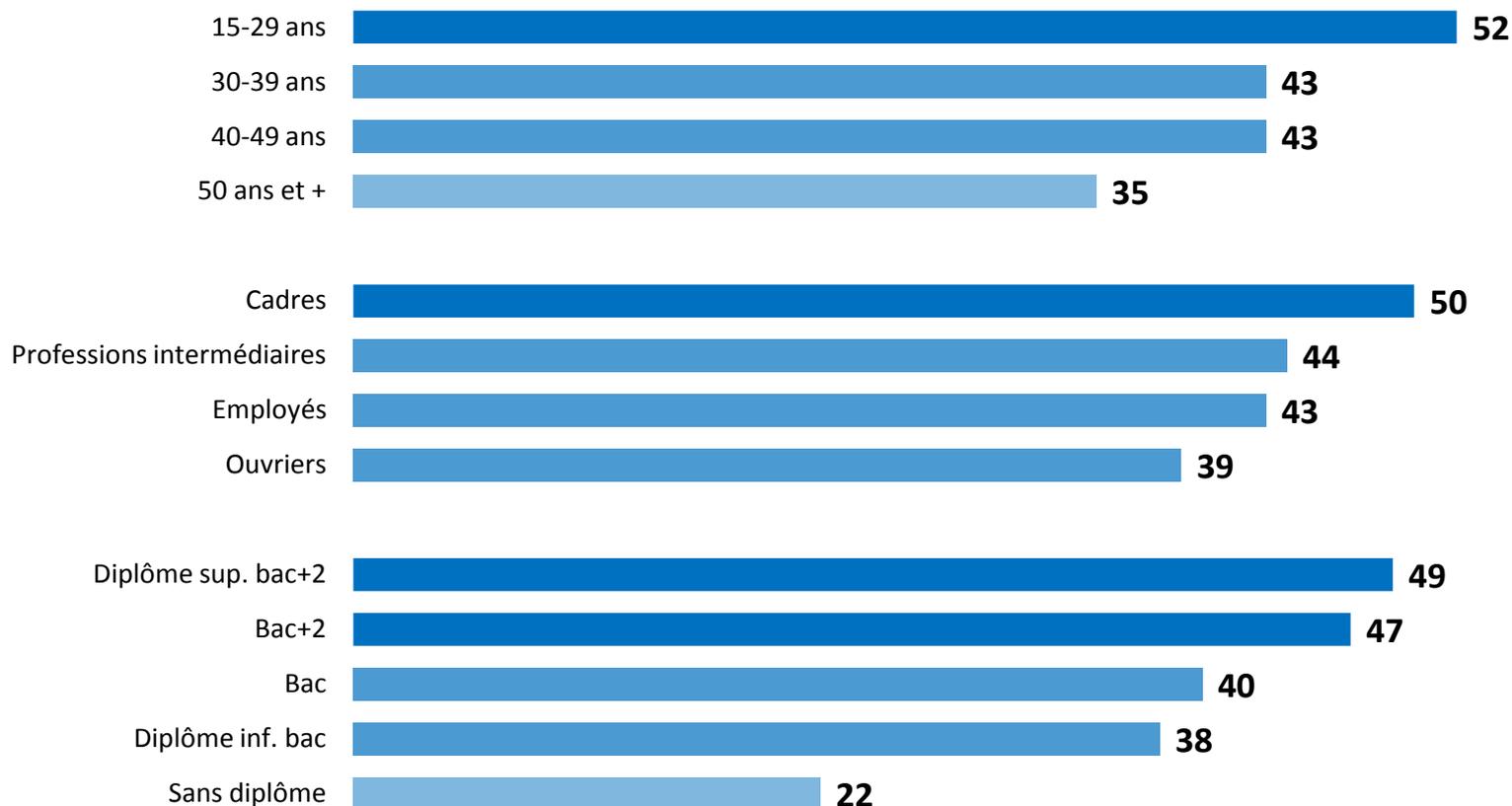
A noter un optimisme plus élevé dans les Pays-de-la-Loire et la région Rhône-Alpes par rapport aux autres régions hors de l'agglomération parisienne.

A noter également un plus grand optimisme chez les jeunes, les cadres et les plus diplômés



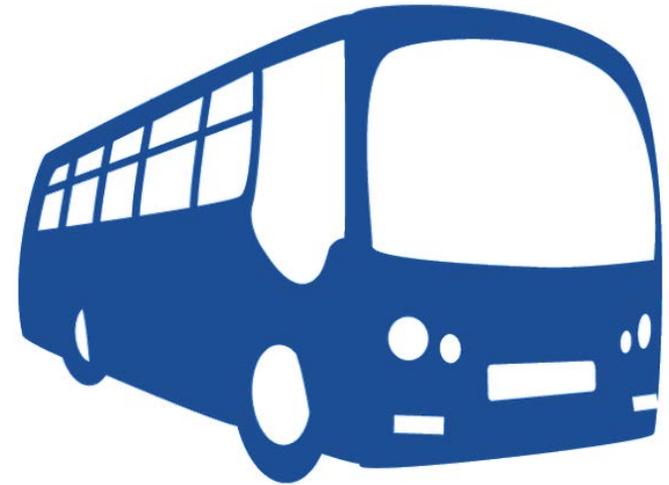
Salariés

Proportion de **Oui** chez les salariés



6 Emploi et mobilité

Des Français partagés entre sédentarité et mobilité professionnelle



Déménager pour trouver un emploi ?

Des salariés partagés, avec de forts clivages sociaux et générationnels

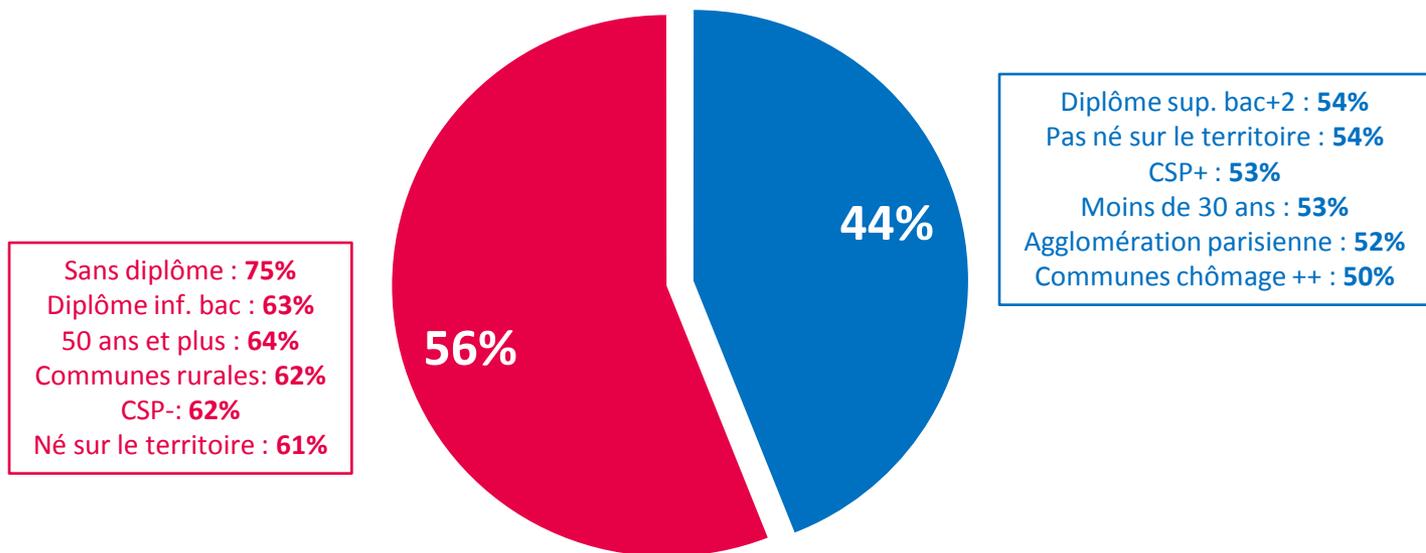


Salariés



QUESTION - Si vous deviez changer d'emploi et que vous n'en trouviez pas sur place, préféreriez-vous ... ?

La propension à déménager pour trouver un emploi est en partie corrélée à l'âge et à la catégorie sociale, les plus jeunes et les plus aisés étant les plus enclins à déménager tandis que les employés et ouvriers et les plus âgés le sont nettement moins. A noter que le fait d'être né là où on habite joue également comme un frein.



- Déménager pour trouver un emploi correspondant à ce que vous cherchez
- Je ne veux pas déménager

Le phénomène est le même chez les chômeurs, avec un clivage important entre les hommes et les femmes

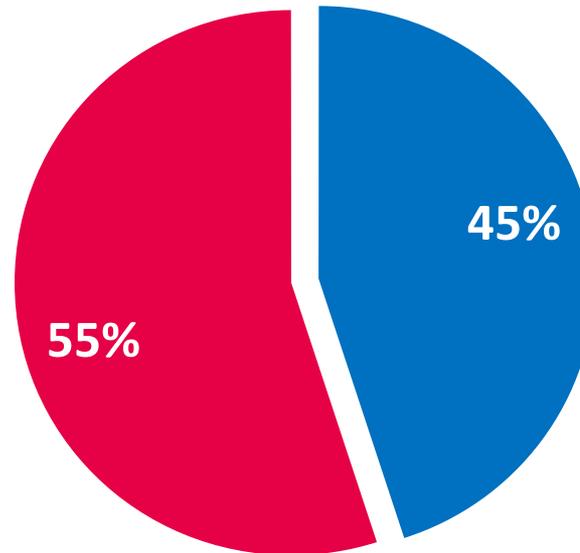


Chômeurs



QUESTION - Vous cherchez un emploi. Si vous n'en trouviez pas sur place, accepteriez-vous de déménager pour trouver un emploi correspondant à ce que vous cherchez ?

Comme chez les salariés, les chômeurs les plus jeunes et les anciens cadres sont les plus enclins à déménager tandis que les plus âgés et les anciens employés le sont moins. Notons également que les femmes sont nettement plus réticentes que les hommes à l'idée de déménager (62% contre 47%)



Employés : **61%**
Plus de 30 ans : **61%**
Femmes : **62%**

Cadres : **50%**
Moins de 30 ans : **56%**
Recherche 1^{er} emploi : **58%**
Hommes : **53%**
Communes chômage ++ : **50%**

■ Oui

■ Non, je ne veux pas déménager

Quand ils sont prêts à déménager, salariés et chômeurs seraient prêts à aller loin



QUESTION – Et pour trouver du travail, seriez-vous prêt à aller jusqu'à ... ?
Posée à ceux qui ont répondu qu'ils seraient prêts à déménager



Salariés



Chômeurs



Déménager dans une autre commune de votre département



Déménager dans une autre commune de votre région



Cadres : 89%
Diplôme sup. bac+2 : 79%
Pas né sur le territoire : 77%

Cadres : 75%
Diplôme sup. bac+2 : 77%



Déménager dans une autre région en France



L'attachement à son territoire et à ses proches, ainsi que le coût du déménagement pour les chômeurs, sont les premiers freins à la mobilité



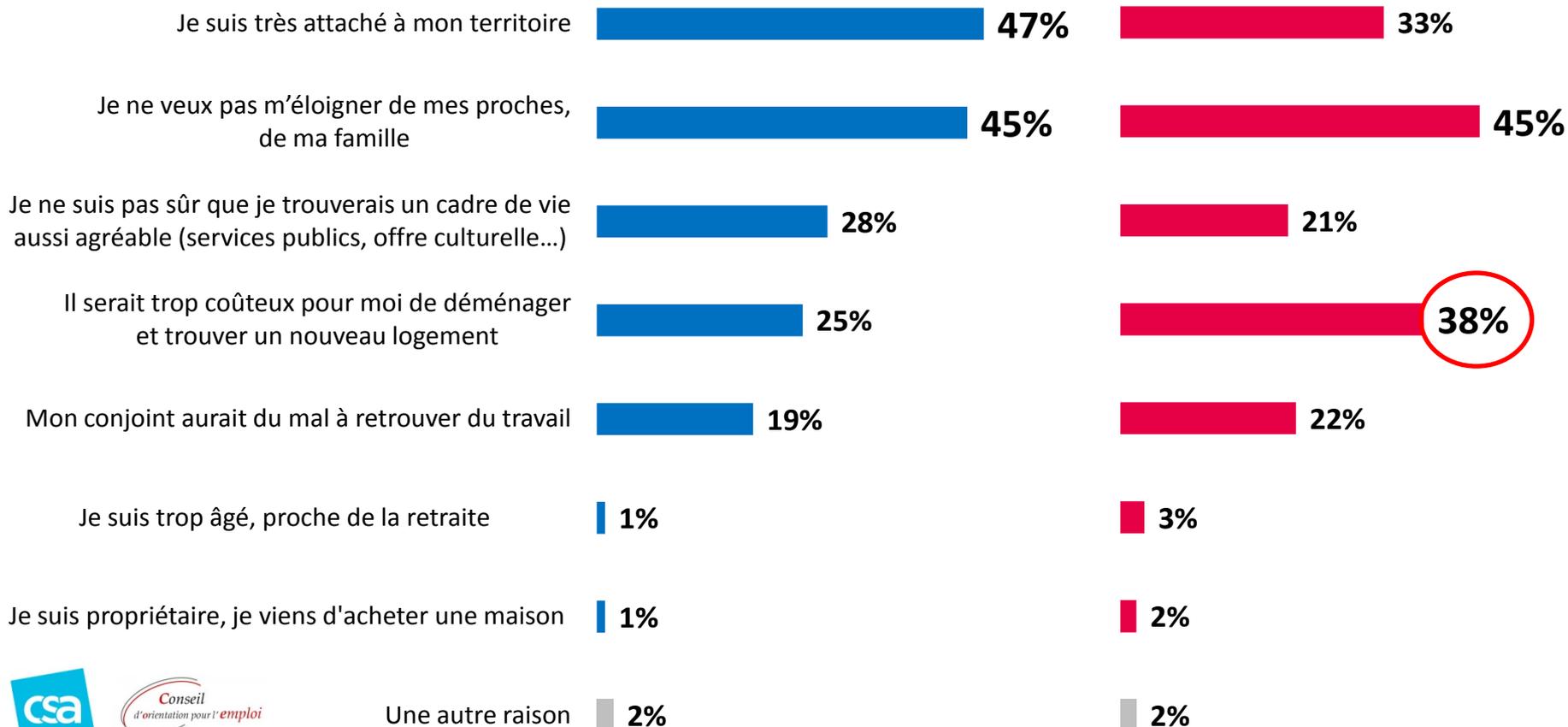
QUESTION – Pourquoi ne seriez-vous pas prêt à déménager ? *Plusieurs réponses possibles*
Posée à ceux qui ont répondu qu'ils ne seraient pas prêts à déménager



Salariés



Chômeurs



Changer de métier : première solution envisagée pour rester sur son territoire, les chômeurs étant prêts à plus de sacrifices



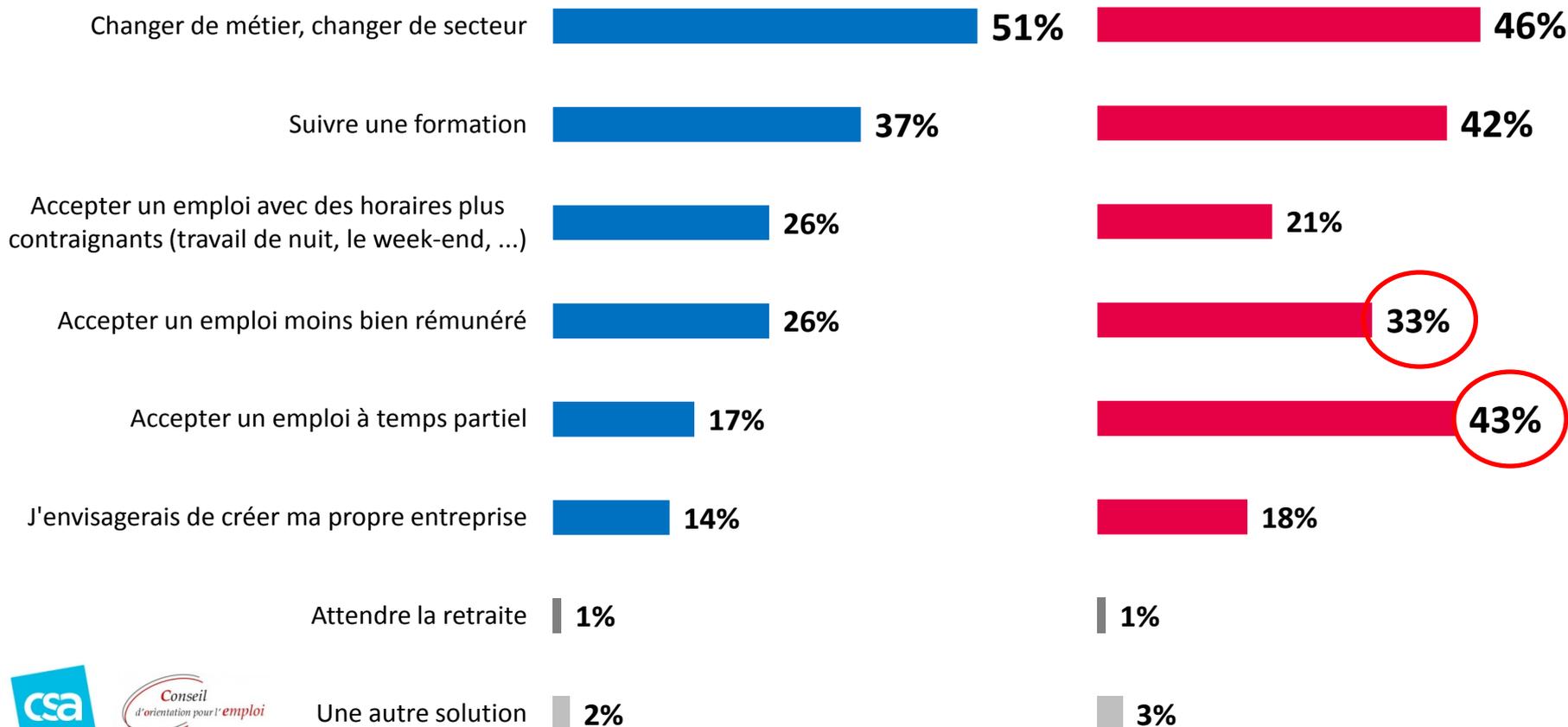
QUESTION – Et dans ce cas, quelles solutions envisageriez-vous pour trouver un emploi sans avoir à déménager ? *Plusieurs réponses possibles*
Posée à ceux qui ont répondu qu'ils ne seraient pas prêts à déménager



Salariés



Chômeurs



Chez les demandeurs d'emploi, tous ne sont pas prêts aux mêmes sacrifices

Les chômeurs les plus diplômés sont ceux qui accepteraient le plus volontiers de changer de métier ou de baisser leur rémunération, tandis que les anciens ouvriers accepteraient davantage de travailler avec des horaires plus contraignants. A noter également que près d'un femme au chômage sur deux se dit prête à accepter un temps partiel, et qu'une certaine partie des personnes en recherche d'emploi semblent encore hésiter sur leur avenir professionnel, puisque 1 sur 3 se dit éventuellement prête à créer son entreprise.



% de citations	Chômeurs
Changer de métier, de secteur	Professions intermédiaires (67%) Diplôme supérieur à bac+2 (65%)
Accepter un emploi à temps partiel	Femmes (51%)
Suivre une formation	CSP+ (53%)
Accepter un emploi moins bien rémunéré	Diplôme supérieur à bac+2 (48%) / CSP+ (40%)
Avoir des horaires plus contraignants	Ouvriers (33%)
Créer sa propre entreprise	Personnes à la recherche d'un 1 ^{er} emploi (33%)

1 heure : le temps de trajet aller-retour maximum acceptable pour se rendre au travail



QUESTION – Quel est le temps maximum de trajet aller-retour que vous seriez prêt à accepter pour vous rendre au travail ?



Salariés

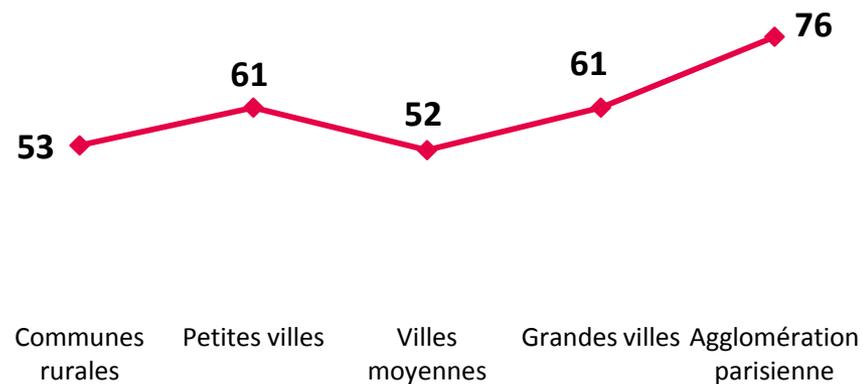
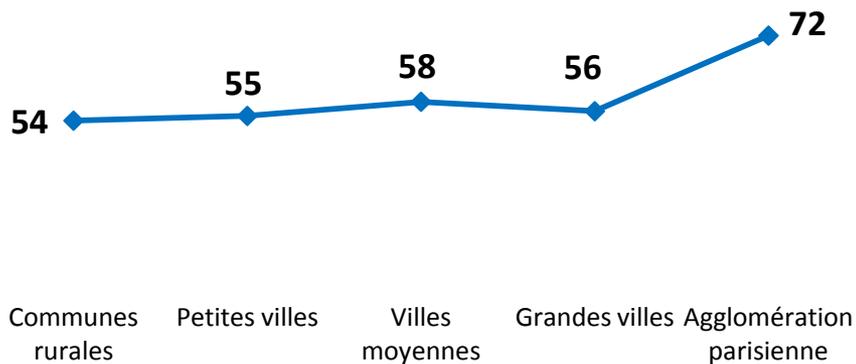
Moyenne
59 minutes



Chômeurs

Moyenne
61 minutes

Avec d'importantes variations selon la commune de résidence ...





en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux
Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01